

A quoi joue Erdogan dans le Caucase ?

Après la Syrie, la Libye et la Méditerranée orientale, le président turc vient de rallumer un nouveau front fin septembre, en poussant son allié azerbaïdjanais à s'en prendre à l'enclave montagnaise arménienne du Nagorno-Karabakh. N'est-il pas en train de franchir une ligne rouge en s'en prenant une nouvelle fois aux intérêts de son « partenaire » russe, cette fois-ci dans le Caucase ?

Par Roland Lombardi

Depuis le printemps 2019, afin de redorer son blason sur le plan intérieur et occulter ses grandes difficultés domestiques (grave crise financière et socio-économique, échecs électoraux, colère de l'opposition malgré les purges et une répression féroces...), Recep Tayyip Erdogan a relancé sa politique régionale néo-ottomane et panislamiste tous azimuts en Syrie, en Libye et en Méditerranée orientale. Sans oublier la Tunisie, l'Afrique, les Balkans ou Gaza...

Dans cette stratégie agressive, s'imbriquent plusieurs objectifs comme la conquête de nouveaux débouchés commerciaux et énergétiques, une reprise en main intérieure, tout en trouvant de nouveaux alliés électoraux (les nationalistes turcs) et enfin, le leadership politique et religieux du monde sunnite (avec les Frères musulmans).

Si Erdogan est encore soutenu financièrement par le Qatar (qui a mis l'économie turque sous perfusion), le « nouveau Sultan » s'est fait, dans son aventure, de nombreux ennemis. Au Maghreb, au Machrek et au Proche-Orient d'abord avec le puissant axe Égypto-Saoudo-Émirati et Israël déterminés à contrecarrer les plans de Doha et de son Janissaire turc dans la région. Ensuite, en Méditerranée orientale, avec la France et la Grèce, semant la zizanie au sein même de l'OTAN.

Or, sur tous ces théâtres d'opération, Erdogan perturbe la stratégie des alliés de Trump et Pompeo et nuit également aux intérêts de Moscou dans sa lutte contre l'islam politique en Méditerranée et au Moyen-Orient.

Certes, Vladimir Poutine ne voit pas d'un mauvais œil la division et la déstabilisation suscitées par Erdogan parmi les membres de l'Organisation atlantiste surtout lorsque ce dernier lui achète des systèmes de défense antiaérienne et antimissile, S-400...

Les présidents turc et russe ont d'ailleurs démontré, depuis leur rabibochage en 2016, qu'ils étaient capables de prioriser leurs intérêts réciproques et ne pas aller trop loin dans la confrontation. « Partenaires » en Syrie, les Russes ménagent les Turcs, car ceux-ci demeurent des interlocuteurs incontournables quant à l'issue du conflit syrien.

Toutefois, dans sa fuite en avant, le néo-sultan ne franchit-il pas une ligne rouge en relançant sa politique d'ingérence dans le Caucase, à la frontière russe, et surtout en voulant ressusciter l'affrontement ancestral des Empires tsariste et ottoman ?

La nouvelle guerre d'Erdogan dans le Haut-Karabakh

C'est à présent de notoriété publique : le président turc a ouvert un nouveau front dans le Caucase et rallumé les hostilités dans le Haut-Karabakh, fin septembre, en poussant son allié azerbaïdjanais à s'attaquer à l'enclave montagneuse arménienne.

En acheminant sur le front des centaines de jihadistes syriens à sa solde, Erdogan fait de l'Azerbaïdjan une nouvelle tête de pont de sa politique panislamiste conquérante.

Or ici, nous sommes dans une zone sensible pour la Russie, dans son pré carré, sur les marches de son empire... Comme je l'écris dans [Poutine d'Arabie](#) (VA Editions, 2020), la possible déstabilisation des ex-républiques soviétiques musulmanes, sur le versant nord du Caucase, comme la Tchétchénie, ou également en Asie centrale, est une des préoccupations majeures de Moscou. C'est d'ailleurs l'un des piliers essentiels de sa politique moyen-orientale concernant la lutte contre le jihadisme et la propagation de l'islam politique des Frères musulmans.

Le Kremlin suit notamment de près les troubles qui secouent actuellement la république musulmane du Kirghizstan où le pouvoir prorusse est contesté et qui pourraient se répandre au Tadjikistan ou ailleurs...

Pour revenir au conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, après une dizaine de jours de combats, Moscou est parvenue à imposer un cessez-le-feu aux belligérants le 10 octobre dernier.

Cette trêve a été depuis violée à plusieurs reprises et il y a encore des accrochages sporadiques. Mais de toute évidence, Poutine est en train de reprendre le contrôle de la situation.

En effet, la Russie possède une base en Arménie et est liée avec elle par un traité d'alliance, puisqu'ils sont tous deux membres de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC). Les deux pays sont également proches sur les plans culturel et historique puisque l'Arménie est en majorité orthodoxe. Mais Moscou entretient également de bonnes relations avec l'Azerbaïdjan à qui elle vend des armes. Certains observateurs expliquent le délai entre le début du conflit et le début de l'action diplomatique de la Russie par le fait qu'elle ait été surprise par l'embrassement dans le Haut-Karabakh. Dans la réalité, il n'en est rien. Depuis plus d'un an déjà, les services et les observateurs russes alertent sur un danger de crise dans la région. Il se peut que les Russes aient laissé pourrir la situation car les dirigeants actuels en Arménie sont en froid avec les dirigeants moscovites du fait que les politiciens et responsables arméniens, proches de Moscou, ont été majoritairement écartés du pouvoir ces dernières années.

Reprendre ainsi la main diplomatique est donc un moyen pour le Kremlin de se rappeler au bon souvenir d'Erevan, tout en lui démontrant qu'il fallait toujours compter sur son puissant voisin notamment pour sa sécurité...

Erdogan est un homme rusé. Il a jeté de l'huile sur le feu en donnant son appui aux Azéris, en sachant que les Russes sont dans une situation compliquée avec ses deux partenaires. Il recherchait surtout une nouvelle « monnaie d'échange » avec Moscou dans toutes les négociations en cours sur les autres fronts syrien, libyen, méditerranéen et énergétique.

Or, le président turc ne devrait pas oublier que l'on compare toujours la Russie à un grizzly de Sibérie. Ainsi, comme le puissant plantigrade, la Russie évite toujours le conflit et privilégie le dialogue. Par contre, si l'on vient la chatouiller d'un peu trop près, cela peut faire très mal !

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, les alliés des Turcs n'ont pas pris le risque d'une attaque directe du territoire arménien qui aurait entraîné une riposte directe de Moscou...

De l'Europe à l'Asie centrale, les zones d'influence russes ont toujours connu des tentatives de déstabilisation. Ce n'est pas nouveau et Vladimir Poutine a toujours jusqu'ici géré les crises avec sang froid et une certaine habileté. Mais ne perdons pas de vue que si la situation le nécessitait vraiment, les Russes n'hésiteraient pas à utiliser la force. Toutes leurs bases militaires positionnées dans ces espaces sont là pour ça...

En attendant, la Turquie fait toujours partie de l'OTAN. Ce qui lui procure une sorte de « collier d'immunité » vis-à-vis de la Russie. Dès lors, Erdogan demeure le plus gros caillou

dans la chaussure des diplomates russes, mais Moscou possède toujours des leviers imparables, qu'ils soient militaires, diplomatiques et surtout énergétiques, économiques ou commerciaux.

Même si le Maître du Kremlin, patient, sait qu'il ne faut surtout pas sous-estimer le néo-sultan et ses capacités de nuisance, il est aussi conscient qu'Erdogan n'a plus les moyens de ses ambitions, qu'il est très isolé et que son économie est exsangue.

Donc, soit il s'épuisera tout seul, soit Washington finira par siffler la fin de la récréation. Car en dépit des recommandations de Pompeo lui demandant de « calmer un peu le jeu », notamment en Méditerranée orientale, Erdogan sait pertinemment que les Américains sont trop occupés avec leur élection présidentielle. Toutefois, si Trump est réélu dans quelques semaines, le Secrétaire d'Etat américain, grand architecte de la « guerre économique » américaine actuelle, demandera sûrement à l'OTAN de sévir contre Ankara. Mais il est fort probable également que de nouvelles sanctions financières, économiques et commerciales soient également votées contre certains dirigeants, les banques, la monnaie et le commerce turcs, comme les Etats-Unis l'ont déjà fait en octobre 2019 pour notamment calmer, avec succès, les ardeurs du néo-sultan contre les Kurdes de Syrie...

Le président turc joue donc la montre.

Bref, toutes les provocations et le bluff permanent d'Erdogan reposent peut-être en définitive sur l'issue du 3 novembre prochain et bien évidemment la défaite de Trump, espérant alors une nouvelle administration américaine, beaucoup plus bienveillante à son égard et envers sa politique.

N'oublions pas que la stratégie turque actuelle de déstabilisation sur les plates-bandes russes, ne peut que satisfaire certains lobbies anti-russes puissants et certains conseillers néo-conservateurs influents qui ne manqueront pas de revenir inévitablement aux affaires à Washington, dans la perspective d'une victoire de Joe Biden...

Roland Lombardi est historien, consultant en géopolitique et spécialiste du Moyen-Orient. Il est analyste et éditorialiste pour GlobalGeoNews. Il est l'auteur de plusieurs articles spécialisés. Ses derniers ouvrages sont *Les trente honteuses, ou la fin de l'influence française dans le monde arabe et musulman* (VA Editions, 2019) et *Poutine d'Arabie, comment la Russie est devenue incontournable en Méditerranée et au Moyen-Orient* (VA Editions, 2020).

[@rlombardi2014](#)

<https://www.facebook.com/Roland-Lombardi-148723348523778>